



EDF a annoncé le 24 septembre un nouveau dérapage des coûts du projet de construction d'EPR d'Hinkley Point au Royaume-Uni. Ce dérapage, pouvant aller jusqu'à un maximum de 3,3 milliards d'euros, est considérable.

Ce n'est pas faute de l'avoir dit...

Il n'est malheureusement pas surprenant que le communiqué d'EDF parle de « risque accentué » sur le report des livraisons des deux réacteurs et on peut craindre que cela ne soit pas le dernier...

Depuis l'origine, FO a contesté le lancement prématuré du projet, alors qu'à l'époque, aucun EPR ne fonctionnait dans le monde. Notre administrateur avait voté contre au CA d'EDF et avait mis en garde contre ce risque de dérive. Les délais sur lesquels s'engageait EDF n'ayant jamais été atteints, d'autant plus que les spécificités britanniques en faisaient une quasi-tête de série. Or, le respect des particularités réglementaires britanniques est précisément l'une des raisons qui expliquent cette dérive !

Un entêtement présidentiel...

Chacun le sait, le Ministre Macron avait mis une pression très forte pour qu'EDF s'engage dans ce projet, alors que les Britanniques venaient de voter en faveur du Brexit, ce qui créait des incertitudes supplémentaires sur le projet qui ne sont d'ailleurs toujours pas actuellement levées. Il est le premier responsable de cette dérive et de cet investissement qui a creusé la dette d'EDF !

Pourtant, c'est ce même Emmanuel Macron, devenu Président de la République, qui a demandé au Président d'EDF il y a quelques mois de réfléchir au projet baptisé par l'État « Hercule » visant à couper EDF en deux, soi-disant pour permettre un meilleur développement d'EDF et limiter cette dette, mais qui est en réalité, un projet purement financier porté par les banques d'affaires dont le Président de la République est issu.

Il ne manque pas d'air ! Car c'est bien l'État, qui outre sa pression sur HPC est responsable de cette situation : 20 milliards de dividendes prélevés depuis la mise en Bourse, des dizaines de milliards perdus en chiffre d'affaires au profit des

concurrents avec le scandale de l'ARENH institué en 2010 en sont les éléments les plus marquants.

Mais si cette ARENH est un scandale qui devrait cesser immédiatement, cela serait encore plus un scandale que la Commission Européenne exige la casse d'EDF comme contrepartie pour modifier cette réglementation scélérate qui permet aux concurrents, dont le puissant Total, de profiter honteusement de notre entreprise publique ! C'est pourtant ce scénario qu'anticipe le projet Hercule !

Les personnels ont massivement répondu à l'appel de l'Intersyndicale le 19 septembre, et n'ont pas été trompés par les artifices de présentation de l'Élysée. Ils ont démontré leur détermination pour combattre cette mort programmée d'EDF et ils demandent le retrait du projet Hercule.

FO exige plus que jamais le retrait du projet Hercule, projet de casse d'EDF et exige du Président d'EDF et du Gouvernement que les salariés ne soient appelés à payer les dérives d'un projet avec lequel ils avaient exprimé leurs désaccords.

Le gouvernement et le président d'EDF sont les seuls responsables et coupables du lancement dans des conditions hasardeuses du projet Hinkley Point, pas les salariés !